Après la publication par L'Humanité et Politis d'une enquête sur la politique interne de licenciement de l'entreprise, syndicats et élus se mobilisent

"Un salarié a eu envie de vomir, tous les autres disent que c'est ignoble", lâche Jonathan Schwartz, responsable syndical SUD chez Astek Sud-Est, en évoquant les révélations médiatiques sur la multinationale.

Mardi, *L'Humanité* a publié une enquête sur la politique interne de licenciement qui serait menée par le groupe, et notamment au sein de la branche valbonnaise. "*Ca ne fait que confirmer ce qu'on savait déjà…*" Soupir.

Et le leader syndical de résumer et d'accuser: "*Astek met à disposition des ingénieurs à d'autres entreprises désirant externaliser une partie de leur main-d'œuvre. Le problème réside dans leur volonté de rentabiliser un maximum les prestations fournies. Alors, dès qu'un salarié ne peut plus être facturé à un client : il est tout simplement viré.*"

"Que la justice se saisisse de l'affaire"

Dans la foulée de l'enquête du quotidien, le site *Politis*a mis en ligne des documents qui démontreraient un usage "*abusif*" du "*motif personnel"* dans les licenciements.

Une méthode qui aurait permis au groupe de se séparer de *"plus de deux cents personnes sur trois ans, dont cent vingt l'an dernier, sans avoir à réaliser un plan de licenciement économique.*"

Pourtant, l'agence de la technopole se porterait au mieux. Couronnée du titre de *"la plus rentable du groupe**"*, elle aurait engrangé 5,7 millions d'euros de bénéfices nets en 2013.

Toujours selon la même enquête, plusieurs infractions pénales seraient caractérisées. Comme "*la discrimination syndicale et le délit d'entrave à la constitution ou au fonctionnement d'une institution représentative du personnel"*

Que Jonathan Swchwartz confirme*: "Dans les mails internes publiés, on voit la volonté de la hiérarchie de licencier des candidats au CHSCT** parce qu'on les soupçonne de se représenter aux prochaines élections professionnelles."*

Face au chambardement médiatique, le syndicaliste souhaite une réaction de la justice : "*On espère vraiment qu'elle va se saisir de l'affaire."*

En attendant, les soutiens politiques s'affichent. Notamment au Parti socialiste, où Arnaud Delcasse, secrétaire de section d'Antibes Juan-les-Pins affirme vouloir *"servir de relais dans le cas où les faits sont avérés."*

Du côté du Front de gauche, on va plus loin. Gérard Piel, conseiller régional qualifie de «*marchand d'esclaves*» le groupe Astek et salue le travail d'enquête réalisé : "*Il fallait que tout ça soit bien démontré, ça a été fait."*

Après ces révélations, Jonathan Schwartz ne voit qu'une solution: "*Tous les dirigeants à l'origine de cette situation doivent partir. D'eux-mêmes.*"

**Selon l'article de l'Humanité paru le 15 septembre.*

***Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.*